

LE LIVRE BLANC DE LA FINANCE DURABLE

L'EXPERIENCE DU GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC



GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC



UN ENGAGEMENT DURABLE



SOMMAIRE

LE MOT DU PRÉSIDENT	4
INTRODUCTION	6
L'INCLUSION FINANCIÈRE, CRITÈRE INDISPUTABLE D'UNE FINANCE DURABLE	8
Le Crédit Agricole du Maroc, banque universelle	10
Tamwil El Fellah, la mésofinance agricole	11
Fondation Ardi pour le Microcrédit	12
Le Groupe CAM, un modèle particulier	12
Pour une inclusion financière effective	13
DES FINANCEMENTS VERTS POUR PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE	14
Des produits durables dans le domaine agricole	16
Des financements innovants pour les secteurs émergents	18
Vers la diversification de l'offre « verte » et le renforcement de l'engagement durable des banques	20
UNE BANQUE ENGAGÉE ET SOLIDAIRE	22
Du mécénat social et environnemental...	24
... à une démarche de Responsabilité Sociale de l'Entreprise	26
VERS UNE FINANCE PLUS DURABLE	28





Le mot du Président

Classé 1^{er} pays en développement et 9^{ème} à l'échelle mondiale pour sa politique ambitieuse et ses mesures gouvernementales de lutte contre les changements climatiques¹, le Maroc est reconnu depuis quelques années en tant que leader dans la protection de l'environnement et le développement durable. Cette reconnaissance s'est traduite notamment par sa désignation pour l'organisation de la 22^{ème} Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2016.

Au niveau national, le droit au développement durable est inscrit dans la Constitution marocaine à travers l'article 35 qui confère à l'Etat « la préservation des ressources naturelles nationales et des droits des générations futures ». Lancée en 2010, la Stratégie Nationale de Développement Durable définit le cadre d'intervention des différents acteurs socioéconomiques pour assurer ce droit et répondre aux besoins nationaux en matière de gestion rationnelle des ressources naturelles et d'amélioration du cadre de vie des populations. Les banques marocaines sont partie prenante de ce dispositif et se doivent de contribuer à la réalisation des objectifs poursuivis et d'aider le secteur privé à répondre aux nouvelles exigences de l'économie verte.

Le Groupe Crédit Agricole du Maroc, qui s'est toujours distingué par son engagement en faveur du développement de l'agriculture et du monde rural, a élaboré une stratégie de développement durable dès 2010 afin de définir son action en accord avec les aspirations nationales. Il a ainsi consolidé et amplifié ses initiatives en faveur de l'inclusion financière des populations rurales défavorisées. Il a également étoffé son offre de produits et services dédiée aux secteurs émergents des énergies renouvelables, de l'agriculture biologique ou de la protection des ressources hydriques, tout en poursuivant son engagement citoyen à travers le mécénat solidaire.

Le présent Livre Blanc a pour vocation de présenter cette expérience du Groupe Crédit Agricole du Maroc dans son cheminement vers une nouvelle approche de son métier de banquier lui permettant de renforcer son impact positif à long terme sur la société et sur l'environnement. Alors que le Maroc a choisi d'incarner une trajectoire vers un développement équilibré et inclusif pour toute la société marocaine, ce Livre est une réflexion, ouverte aux discussions, sur le rôle que devra jouer le secteur financier dans l'accomplissement de cette trajectoire.

Tariq SIJILMASSI





INTRODUCTION

En septembre 2015, l'Assemblée générale annuelle des Nations-Unies s'est accordée pour la définition des Objectifs de Développement Durable (ODD) dans le cadre du nouvel agenda global du développement post-2015. Alors que ce programme ambitieux vise à améliorer la vie des populations et à protéger la planète pour les générations futures, la question de son financement reste plus que jamais d'actualité.

Rien que dans le secteur de l'énergie, l'Agence Internationale de l'Energie estime que 500 milliards de dollars seront annuellement requis d'ici 2020 et un trillion entre 2020 et 2050 pour permettre la transition vers une économie à faible intensité carbone compatible avec l'objectif de maintien d'une hausse des températures à 2°C². Des financements aujourd'hui dirigés vers les énergies fossiles devront être renforcés et réorientés vers des projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Dans le but de tracer une feuille de route permettant de couvrir les besoins en financement des ODD ainsi que des objectifs climatiques, une 3^{ème} Conférence sur le Financement du Développement a eu lieu à Addis-Abeba du 13 au 16 juillet 2015. Elle a débouché sur une déclaration visant à déterminer les moyens d'éradiquer l'extrême pauvreté à l'horizon 2030, de réduire les inégalités et de promouvoir un mode de développement compatible avec la lutte contre le changement climatique³. Le rôle des banques, de développement ou commerciales, y est mis en avant pour leur contribution au financement du développement durable, en particulier dans les domaines tels que l'énergie, l'agriculture, l'industrialisation ou l'innovation. L'accès aux services financiers pour tous y est également encouragé.

Cependant, au-delà d'une participation au financement des objectifs de développement durable et des objectifs climatiques qui ont été fixés, la contribution du secteur financier est également attendue dans la moralisation de ses pratiques et pour une gestion exemplaire de ses actifs. Fortement décriées lors des récentes crises financières, les banques doivent à présent réaliser une profonde mutation pour devenir des acteurs plus responsables vis-à-vis de leurs clients, de leurs partenaires et de la société en général.

Pour une banque, adhérer au concept de Finance Durable, c'est adopter cette démarche responsable. En d'autres termes, il s'agit de proposer des produits bancaires pour tous, pour des projets durables y compris dans les secteurs innovants de l'économie verte et en tenant compte de leur impact social et environnemental. Au sens strict, ces produits peuvent être des comptes épargne, des crédits de fonctionnement, d'investissement ou encore des services bancaires. Au sens plus large, cela peut inclure également les dons et les actions de mécénat solidaire, culturel et environnemental des banques⁴.

C'est cette définition qui sera retenue pour le présent Livre Blanc qui est une contribution du Groupe Crédit Agricole du Maroc à la réflexion actuelle sur la Finance Durable engagée au niveau international aussi bien par les organismes financiers que par la société civile. Il fait le point, à travers les réalisations du Groupe, sur les bonnes pratiques du secteur en matière d'inclusion financière mais également d'innovation en produits et services. Il traite de la question du sponsoring et du mécénat et propose des pistes pour pousser davantage la réflexion et l'engagement pour un secteur bancaire plus responsable.

² Agence Internationale de l'Energie. 2014. Special Report on the World Energy Investment Outlook

³ Document final de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement : Programme d'action d'Addis-Abeba

⁴ O. Weber, S. Remer, 2011. Social Banks and the Future of Sustainable Finance. Taylor & Francis, 256 pages



L'INCLUSION FINANCIÈRE :
CRITÈRE INDISCUTABLE
D'UNE FINANCE DURABLE

L'inclusion financière est la condition essentielle pour une finance durable à l'échelle micro et macro-économique à la fois. En effet, l'accès aux services financiers formels améliore les conditions de vie des pauvres dans les pays en développement et consolide la situation du ménage et du petit commerce. Cette inclusion financière contribue également au renforcement de la stabilité du système financier et, conjuguée à la diversification accrue de la clientèle desservie, aboutit in fine à une économie plus résiliente et plus solide⁵.

La portée de l'inclusion financière explique le développement actuel du concept de low income banking. Au Crédit Agricole du Maroc, cet intérêt envers des opérateurs économiques auparavant délaissés tels que les très petites entreprises n'est pas récent, et cela en raison de la mission de service public qui lui a été dévolue depuis sa création en 1961. Cette mission qui consiste à financer l'agriculture et le développement socio-économique rural l'a incité à rechercher et à mettre en place des mécanismes spécifiques permettant de proposer des financements adaptés à tous les segments d'exploitants agricoles et de ruraux. Cette démarche a abouti à la création du Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM), constitué de :

- Crédit Agricole du Maroc qui développe des produits de financement pour les exploitations agricoles éligibles au financement bancaire classique ;
- la Société Tamwil El Fellah, filiale dédiée à la mésofinance, qui allie financement, aides publiques et assistance technique pour les petites et moyennes exploitations agricoles ne répondant pas aux normes de financement bancaire ;
- la Fondation Ardi pour le microcrédit, pour les très petites exploitations agricoles exerçant parallèlement des activités para ou extra-agricoles génératrices de revenu.

LE CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC, BANQUE UNIVERSELLE

Le Crédit Agricole du Maroc développe pour tous les secteurs de l'économie des produits et services bancaires adaptés. Sa particularité réside cependant dans son offre pour le secteur agricole, offre déclinée par filière de production et intégrant toute la chaîne de valeur, de l'amont agricole à la commercialisation en passant par le stockage

et la transformation agro-industrielle. Pour répondre aux problématiques majeures de l'agriculture marocaine telles que le morcellement agricole ou la faible mécanisation, des crédits spécifiques ont également été développés. Enfin, son expertise de plus de 50 ans dans le secteur agricole lui permet d'avoir une gestion pointue du risque, ce dont il fait profiter sa clientèle agricole à travers les taux les plus bas du marché.

A côté de ces offres de financement, la politique d'inclusion financière se traduit également par la mise en place de produits d'épargne, de monétique et de bancassurance dédiés aux travailleurs de la terre et aux ruraux.

TAMWIL EL FELLAH, LA MÉSOFINANCE AGRICOLE

Véritable innovation dans la finance agricole et rurale au niveau international⁶, Tamwil El Fellah a été créé par le CAM dans l'objectif de financer les petits et moyens agriculteurs, porteurs de projets rentables, mais n'ayant pas accès au financement bancaire classique faute de garantie. Elle se base sur un cofinancement par l'Etat et fonctionne sur la base de règles prudentielles adaptées aux caractéristiques de l'activité agricole.

Les projets financés par Tamwil El Fellah portent sur l'agriculture solidaire telle que définie par la stratégie nationale de développement agricole, Plan Maroc Vert. Ces projets sont généralement situés dans des zones marginales (bour défavorable⁷, montagnes, oasis) et sont de 3 types :

- Projets de reconversion en cultures à haute valeur ajoutée permettant de faire passer les exploitations fragiles de la céréaliculture à des productions plus rémunératrices et moins sensibles à la variabilité de la pluie (olivier, amandier, etc.) ;
- Projets de diversification des activités et des productions agricoles destinés à créer des revenus complémentaires grâce notamment aux produits du terroir (miel, figue, huile d'argan, safran, etc.) ;

⁶ Dans son rapport d'évaluation de mai 2013, l'Agence Française de Développement conclut que Tamwil El Fellah est « un modèle original et un instrument de financement performant et rassurant ». Le diagnostic stratégique réalisé par la Banque Mondiale en juin 2013 présente Tamwil El Fellah comme la « combinaison réussie et originale d'un partenariat fort entre les pouvoirs publics et le Groupe Crédit Agricole du Maroc ».

⁷ Zones d'agriculture pluviale recevant annuellement moins de 400mm de précipitations.

- Projets d'intensification destinés à améliorer les processus et les techniques de production utilisés et à optimiser la valorisation de la production.

Dès lors, en finançant une clientèle non bancable à travers des projets visant à améliorer son revenu, Tamwil El Fellah lutte contre la précarité et contribue à l'inclusion financière de la population rurale.

FONDATION ARDI POUR LE MICROCRÉDIT

La Fondation Ardi est consacrée à la microfinance à destination des très petites exploitations agricoles exerçant, parallèlement à l'activité agricole, des activités para ou extra-agricoles génératrices de revenu.

Elle a pour mission de participer à la lutte contre la pauvreté, spécialement en milieu rural, et s'implante donc dans les zones où le taux de pauvreté est le plus élevé. Les populations vulnérables, les femmes en particulier, constituent la majorité de la cible. Instrument de lutte contre l'exclusion financière grâce à ses crédits, à ses produits de bancassurance et de monétique, la Fondation Ardi est le prolongement de l'activité du Crédit Agricole du Maroc vers les populations rurales non servies par les financements bancaires traditionnels.

LE GROUPE CAM, UN MODÈLE PARTICULIER

En proposant des produits et services bancaires à tout type d'exploitant agricole et à la population rurale dans son ensemble, le Groupe CAM a donc fait de l'inclusion financière un élément majeur de sa stratégie et la base de l'accomplissement de sa mission de service public. Témoignant de cet engagement fort, son réseau ne cesse de se densifier pour couvrir tout le pays et bancariser le plus grand nombre d'agriculteurs, y compris ceux exclus du financement bancaire classique.

Par ailleurs, ce modèle de financement par segmentation de la population cible s'adosse à une segmentation comptable qui permet d'identifier deux blocs :

- Un bloc bancaire rentable, agissant dans tous les secteurs d'activité économique, mais privilégiant les financements de la filière agro-alimentaire. Ce bloc basé sur un portefeuille d'activités diversifiées et rentables vise la création d'une valeur optimale.

- Un bloc d'activité lié à la mission de service public, comprenant l'ensemble des entités à vocation de solidarité avec le monde rural. Son objectif est de financer des activités agricoles ou para-agricoles en milieu rural en se basant non pas sur des critères de rentabilité optimale mais plutôt sur des objectifs d'augmentation des revenus des agriculteurs, d'amélioration des conditions de vie des populations, et de création de richesse dans le monde rural.

Ces deux blocs travaillent en synergie à travers un panel d'outils qui permettent d'agir sur l'ensemble des composantes du secteur agricole et donnent un portefeuille d'activités variées, les unes rentables et les autres moins rentables mais tout aussi nécessaires. Cette logique permet ainsi d'apporter une réponse globale, novatrice et efficace aux problèmes de financement du monde rural.

POUR UNE INCLUSION FINANCIÈRE EFFECTIVE

Enjeu économique et social majeur, l'inclusion financière est une composante de l'inclusion sociale : accès des populations à des services de base comme l'emploi, la santé, le logement ou l'éducation. Elle est de ce fait soutenue par plus de 80 pays en développement et émergents⁸ à travers la Déclaration de Maya en 2011 de l'Alliance pour l'Inclusion Financière, qui constitue la première série mondiale d'engagements mesurables pour accroître l'inclusion financière.

Néanmoins, la durabilité des mécanismes d'inclusion financière instaurés passe par une situation financière saine à la fois pour le fournisseur de service et pour le consommateur. Cela signifie d'un côté assurer la gestion maîtrisée du risque, et de l'autre lutter contre le surendettement des usagers qui aurait pour effet d'aggraver l'instabilité financière et économique. Pour y parvenir, il est nécessaire de proposer une offre de services financiers qui réponde efficacement aux besoins des clients tout en maintenant un coût compatible avec leurs capacités à le couvrir. Cela implique également une meilleure éducation financière du consommateur pour une plus grande connaissance de ces questions.



DES FINANCEMENTS VERTS
POUR PROMOUVOIR
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Par financements verts, on entend produits à valeur ajoutée environnementale, qui financent des projets ayant un impact environnemental positif. En effet, les banques ont un rôle clé à jouer dans l'évolution vers une économie verte au travers de leur offre de services financiers.

Les financements verts sont adaptés à des problématiques relatives au développement durable (préservation de la biodiversité, adaptation aux changements climatiques, etc.) ou alors destinés à des projets innovants dans des domaines tels que les énergies renouvelables ou les cleantechs.

DES PRODUITS DURABLES DANS LE DOMAINE AGRICOLE

Principale banque de financement de l'agriculture au Maroc, le CAM a depuis de nombreuses années cherché à accompagner de façon durable ce secteur dont la productivité est indissociable de la préservation des ressources naturelles d'une manière générale et de l'eau en particulier. Cette ressource est d'autant plus cruciale que le Maroc, pays à dominante semi-aride, subit un fort stress hydrique et que l'agriculture y consomme 88% de l'eau disponible⁹.

Ainsi l'économie et la valorisation de l'eau en irrigation sont un enjeu important pour le développement agricole durable. La reconversion des systèmes d'irrigation gravitaire et aspersion en systèmes d'irrigation localisée à économie d'eau fait donc l'objet depuis 2009 d'un plan national d'économie d'eau en irrigation, et des incitations financières ont été mises en place pour encourager les agriculteurs à entreprendre cette reconversion ou à installer un système de micro-irrigation. Afin de contribuer à cet effort d'investissement, le CAM a conçu le produit Saquii qui finance jusqu'à 100 % du programme d'investissement en incluant un préfinancement de la subvention de l'Etat, propose des possibilités de différé d'amortissement et applique des taux avantageux.

Par ailleurs, et afin de prendre en compte les aléas climatiques en particulier la sécheresse, le Crédit Agricole du Maroc a mis en place le produit Achamil, un crédit

global, établi sur la base du programme de culture annuel, et regroupant en une seule décision tous les crédits de campagne dont peut bénéficier un client. Fondé sur la compensation des flux déficitaires des années difficiles par les flux excédentaires des bonnes années, il peut être reconduit tacitement sur une période de 5 ans. Ainsi, pour les exercices marqués par de mauvaises conditions climatiques durant lesquels le crédit Achamil n'est recouvert que partiellement, la mise en place d'une facilité de caisse donne à l'agriculteur la possibilité de poursuivre son activité dans l'attente de conditions meilleures. Adaptée aux cycles agricoles irréguliers que connaît notre pays, cette formule souple a apporté une solution à de nombreux agriculteurs, principalement dans les zones non irriguées.

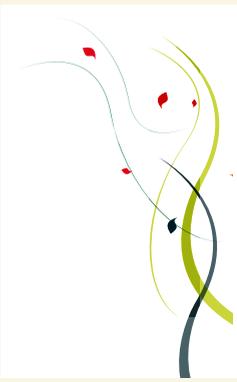
Saquii et Achamil sont quelques-uns des nombreux produits spécifiquement développés pour l'agriculture marocaine, basés sur une connaissance précise des problématiques du secteur et une expertise de plus de 50 ans et qui tiennent compte des différents écosystèmes du pays¹⁰. Ces offres de financement contribuent de plus à l'effort d'adaptation à l'impact du changement climatique, caractérisé au Maroc par une hausse des températures, une baisse des précipitations et des sécheresses plus fréquentes.

Par ailleurs, poussés par la demande croissante des consommateurs pour des produits « naturels », les agriculteurs ont commencé à s'intéresser à l'agriculture biologique depuis quelques années et les superficies cultivées en mode biologique sont passées de quelques dizaines d'hectares dans les années 1990 à 7400 ha lors de la campagne agricole 2013-2014¹¹.

Convaincue très tôt de l'intérêt de la filière biologique aussi bien pour les consommateurs que pour les producteurs, la banque s'est engagée à contribuer à son développement. Ainsi dès 2011, un produit BioFilaha a été créé, composé d'un crédit de fonctionnement et d'un crédit à l'investissement, prenant en compte les besoins spécifiques de ce mode de production notamment les frais de certification et la période de transition de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture biologique.

¹⁰ On peut citer à titre d'exemple le financement des plantes aromatiques et médicinales en écosystème forestier, le financement des palmiers dattiers en écosystème oasien ou encore le financement de la conversion de la céréaliculture vers l'oléiculture ou d'autres cultures pérennes adaptées en bours.

¹¹ Chiffres du Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime du Maroc





La banque ne s'est pas bornée à la conception d'une offre financière dédiée puisque cette filière en développement a également des besoins en accompagnement. En effet, dans le cadre d'un partenariat avec l'association professionnelle de la filière des productions biologiques AMABIO, la banque a financé à plusieurs reprises la création de supports de communication ainsi que l'organisation de rencontres B2B avec des acheteurs internationaux vu que la production biologique du Maroc est majoritairement tournée vers l'export. De même, pour renseigner les agriculteurs désireux d'adopter ce mode de production, un Guide de l'investisseur dans l'agriculture biologique a été publié.

DES FINANCEMENTS INNOVANTS POUR LES SECTEURS ÉMERGENTS

Avec l'apparition des nouvelles problématiques de développement, la pratique de l'agriculture marocaine a connu des évolutions notables ces dernières années. De ce fait, et pour faire face à la croissance des prix des ressources énergétiques fossiles de plus en plus rares, des efforts de réduction de la facture à travers des mesures d'efficacité énergétique ont vu le jour dans le secteur agricole. De même, la question du devenir des déchets issus de l'agriculture, notamment leur valorisation, se pose de façon accrue.

Le Groupe Crédit Agricole du Maroc a tenu à accompagner, voire encourager et parfois même initier, ces changements d'habitudes dans son secteur de prédilection.

Néanmoins, l'état des connaissances et la maturité du marché dans les secteurs émergents rendent souvent difficile la diffusion rapide d'offres financières spécifiques et nécessitent une démarche particulière de la part de la banque afin de répondre aux besoins des opérateurs.

L'exemple de l'efficacité énergétique permet d'illustrer cette démarche. Dans ce cas précis, la première étape a été de cerner les besoins des agriculteurs marocains. Face au manque de documentation sur le sujet, la Fondation CAM pour le Développement Durable a pris le relais afin de renseigner la banque sur les mesures d'efficacité énergétique applicables

dans le secteur et leur impact sur la facture énergétique des exploitations agricoles. A travers un programme pilote¹² qui a duré 2 ans et qui a visé 10 exploitations agricoles pratiquant des activités différentes (maraichage, céréaliculture, oléiculture, élevage, etc.), la Fondation est parvenue à démontrer qu'une réduction d'environ 20% de la facture énergétique annuelle était réalisable à travers la mise en place d'une dizaine de mesures d'économie d'énergie relativement peu onéreuses.

Outre l'effet de démonstration qu'il a eu au niveau des exploitations pilotes et plus largement à travers la publication d'un guide pratique, ce programme a fourni à la banque les informations nécessaires à la conception de EcoTaqa, une offre unique pour encourager les agriculteurs à évoluer vers une production plus sobre en énergie. Ce produit permet de financer les audits ainsi que la mise en place d'un plan de performance énergétique dans les exploitations agricoles.

Le financement de l'acquisition de pompes solaires, technologie renouvelable dont la faisabilité technico-économique a été prouvée dans le contexte marocain à travers ce programme est désormais prise en charge tant par le CAM que par sa société de mésofinance Tamwil El Fellah.

Ce programme novateur d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, récompensé par de nombreux trophées¹³, est en cours d'extension aux agro-industries.

¹² Pour plus d'informations sur ce programme et ses résultats : <http://www.fellah-trade.com/fr/produire/conseil-technique/-fiches-techniques/guide-efficacite-energetique>

¹³ Obtention du Prix d'Excellence 2012 de la Fondation Suisse Maroc pour le Développement Durable ; obtention du Green Mind Award de la meilleure ONG Verte 2014 de la région MENA ; Lauréat du Challenge Climat organisé par l'AFD et le CIRAD en marge du Salon de l'Agriculture de Paris 2015

Une démarche similaire est prévue pour la gestion des déchets agricoles puisqu'une étude sur le potentiel de développement du secteur a été financée par la Fondation.



Le schéma ci-dessus illustre la démarche de collaboration entre la Fondation et la Banque afin de définir des financements ciblés et innovants permettant d'encourager la croissance de secteurs émergents durables. Grâce à la diffusion des résultats des études réalisées par la Fondation, cette démarche contribue également à l'amélioration des connaissances, à la sensibilisation et à une meilleure appréciation des problématiques en jeu.

VERS LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE « VERTE » ET LE RENFORCEMENT DE L'ENGAGEMENT DURABLE DES BANQUES

En plus des financements verts, d'autres produits bancaires contribuent à l'évolution vers une économie plus durable. Il peut s'agir de compte d'épargne pour collecter des fonds

destinés à des projets de développement durable (réalisation de travaux d'économie d'énergie par exemple), d'offres de placement dans des entreprises sélectionnées non seulement pour leurs performances économiques mais également pour leurs bonnes pratiques environnementales, sociales et de gouvernance, de fonds d'investissement dans le développement durable et les projets éco-innovants, etc. Certains investissements éthiques excluent les secteurs d'activités jugés nuisibles pour l'homme (armement, tabac, alcool, nucléaire...), alors que les investissements solidaires financent des projets créateurs de valeur économique et sociale, et que les investissements de partage reversent à des associations caritatives une part des revenus générés par le fonds.

Par ailleurs, en plus d'une offre de produits à valeur ajoutée environnementale, l'engagement des banques se manifeste également par l'intégration d'outils de prise en compte des critères environnementaux dans les activités de prêts, d'investissement et de gestion d'actifs et par la mise en place de politiques de gestion de risques environnementaux et sociaux. Cela inclut d'une part l'adoption de politiques sectorielles, définissant des standards minimaux en-deçà desquels les entreprises n'investissent pas, et d'autre part l'élaboration d'outils d'analyse des risques environnementaux et sociaux des transactions. Pour aller encore plus loin, les banques peuvent élaborer des reportings sur l'impact environnemental et les émissions induites par les activités qu'elles financent.

Le secteur bancaire marocain a évolué rapidement depuis quelques années pour répondre à une demande nouvelle des clients, proposant de plus en plus de produits verts, et intégrant des critères environnementaux et sociaux dans ses procédures.

Cette implication plus marquée se manifeste également à travers l'adhésion à des initiatives internationales pour le développement durable et la lutte contre le changement climatique telles que les Principes de l'Equateur.



UNE BANQUE ENGAGÉE ET SOLIDAIRE

DU MÉCÉNAT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL...

Le mécénat est défini comme un « soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général »¹⁴. Ce soutien peut prendre la forme d'un don en numéraire (argent), en nature (produits) ou en compétences (expertise). Les actions de mécénat sont souvent destinées au sport mais elles peuvent tout autant viser plusieurs autres domaines comme le social, la culture, l'éducation ou l'environnement. Au-delà de l'image valorisante que procure le mécénat, il constitue, en interne, un bon outil d'implication des collaborateurs, à travers la prise de conscience du rôle que leurs entreprises ont à jouer dans le milieu où elles opèrent.

Au Crédit Agricole du Maroc, le mécénat concerne 3 axes d'intervention, tous centrés sur le champ de prédilection de la banque, à savoir le développement durable du monde rural. Le premier axe d'intervention est l'environnement à travers, entre autres, la contribution du CAM à la préservation des sites écologiques à risques tels que la palmeraie de Marrakech. Cet écosystème qui a toujours été étroitement lié à la vie sociale et économique de la ville est aujourd'hui menacé par le développement du tourisme intensif et l'émergence des activités arboricoles commerciales. La banque participe à la sauvegarde et au développement de cette plantation ancestrale en assurant le reboisement et l'entretien de 25 000 palmiers dattiers. L'engagement de la banque envers ce site emblématique s'est traduit aussi par la réalisation de projets d'économie d'eau pour l'irrigation des plantations.

Dans ce même volet, le CAM a développé le concept de carte verte, afin de sensibiliser ses clients à des problématiques environnementales et les impliquer dans des actions de mécénat. La carte verte permet, à chaque transaction qu'effectue le client, de prélever un pourcentage sur les commissions de la banque et de l'affecter au financement d'un projet à portée environnementale prédéfini. Ainsi, par la simple décision d'utiliser sa carte pour payer ses achats, le client participe à la préservation de l'environnement, sans pour autant être surtaxé.

Le deuxième axe d'intervention du mécénat du CAM concerne le social. En effet, en matière d'éducation et de formation dans le monde rural, le CAM apporte son soutien à l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales pour accompagner les jeunes ruraux par des actions de formation et de coaching, dans l'objectif de faciliter leur insertion professionnelle. Résultat : 85 % des bénéficiaires (1725 au total) ont réussi une insertion en milieu socio-professionnel. Ainsi, ce programme contribue à lutter contre l'exode rural et à favoriser par là même un développement territorial durable

Enfin le domaine culturel est le 3^{ème} axe du mécénat du CAM. La banque s'engage de ce fait à promouvoir la richesse culturelle et le savoir-faire séculaire du rural marocain et à sensibiliser le grand public aux problématiques climatiques et environnementales de notre pays. Plusieurs expositions sont ainsi organisées dans une galerie spécialement dédiée à cet effet, sur des thèmes divers tels que l'agriculture des zones désertiques ou les produits de terroir marocain.

Fellah-Trade.com : l'information agricole gratuite pour tous !

Le CAM a lancé en février 2010 le portail Fellah-trade.com afin de rendre accessible l'information sur le secteur agricole et agro-industriel. Cette première plate-forme destinée à l'ensemble des opérateurs de ce secteur fournit gratuitement l'information sur l'actualité agricole au quotidien, les chiffres clés pour l'ensemble des filières agricoles, un agenda des événements agricoles, agro-alimentaires ou développement durable au Maroc et dans le monde. Le site est constamment en contact avec ses utilisateurs pour répondre aux mieux à leurs besoins. Durable, éthique, écologique et sensibilisateur, Fellah-Trade n'a cessé de voir, depuis sa mise en ligne, le nombre de ses visiteurs croître pour dépasser les 220 000 visiteurs annuels en 2015.



... À UNE DÉMARCHE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE DE L'ENTREPRISE

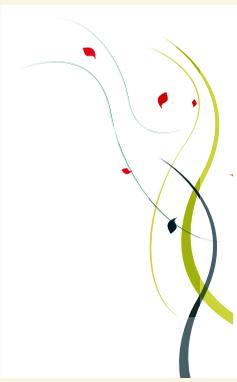
Le mécénat est un pan de la Responsabilité Sociale de l'Entreprise qui, elle, ne se limite pas uniquement aux interventions en externe mais intègre aussi des actions en interne de l'entreprise. La Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) est un principe selon lequel les entreprises intègrent volontairement les préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et à leurs relations avec les parties prenantes - salariés, actionnaires, fournisseurs, sous-traitants, consommateurs etc. - et ce, au-delà de leurs obligations légales.

Aujourd'hui, la RSE joue un rôle de plus en plus important dans la compétitivité des entreprises. Elle peut apporter des avantages en termes de gestion des risques, de réduction des coûts, de gestion des ressources humaines et de capacité d'innovation. Et parce qu'elle exige un engagement avec les collaborateurs en interne et les différents partenaires en externe, la RSE permet à l'entreprise de mieux anticiper les changements et de créer de nouvelles opportunités de croissance, tout en instaurant un climat de confiance sur le long terme avec ses employés, ses clients, ses partenaires et la société en général.

La composante RSE doit donc être prise en considération dans les décisions stratégiques de l'entreprise : choix d'implantations pour l'élargissement du réseau, décisions d'investissements, nouvelles infrastructures, etc. Elle impacte également le choix des fournisseurs puisqu'elle suppose un achat responsable, c'est-à-dire un achat intégrant « des exigences, spécifications et critères en faveur de la protection et de la mise en valeur de l'environnement, du progrès social et du développement économique »¹⁵.

Dans la gestion des ressources humaines, la RSE impose, par définition, des considérations sociales comme la lutte contre les discriminations, le respect des droits humains, la santé et la sécurité des collaborateurs, et le respect des règles de bonne gouvernance.

Cette démarche peut in fine être sanctionnée par une certification qui marque une reconnaissance solennelle du respect par l'entreprise de son engagement à observer, défendre et promouvoir les principes universels de responsabilité sociale et de développement durable dans ses activités économiques, ses relations sociales et plus généralement, dans sa contribution à la création de valeur. C'est vers cette certification que s'oriente actuellement le Groupe CAM.





VERS UNE FINANCE PLUS DURABLE



Les exemples présentés dans le présent Livre Blanc ne sont pas le recensement exhaustif des actions du Groupe Crédit Agricole du Maroc. Ils ont été sélectionnés pour illustrer le propos et montrer comment le Groupe CAM met, jour après jour, le développement durable au cœur de sa stratégie. Adoptée en 2010, la signature « Groupe Crédit Agricole du Maroc, un engagement durable » devient ainsi un fait de plus en plus avéré.

La mise en place de mécanismes d'inclusion financière, principalement en faveur des agriculteurs, ont bénéficié d'une reconnaissance internationale et permettent de mobiliser des lignes de financement adaptées et diversifiées provenant des plus grands bailleurs de fonds internationaux (AFD, KfW, etc.). Les efforts pour aller vers des secteurs émergents à travers une démarche spécifique lui ont permis de se positionner en tant qu'expert dans le financement et l'innovation en matière de projets verts. Dès lors, les contraintes liées à l'implémentation de nouvelles normes et à la conduite du changement se transforment aujourd'hui en atouts de différenciation du Groupe.

A la fois banque commerciale (banque universelle soumise aux règles prudentielles de la Banque Centrale) et banque de développement (porteuse, dans ses statuts, d'une mission de service public de financement de l'agriculture et de promotion de l'économie rurale), le Groupe Crédit Agricole du Maroc a su créer un modèle unique, toujours en évolution, à travers lequel il contribue au développement durable du Maroc.

Mais si cet objectif est partagé par tous, le chemin pour y arriver est particulier à chacun, il n'y a pas un seul modèle mais une multitude. A travers sa contribution, chaque acteur apportera ainsi sa pierre à l'édifice du développement durable et pour la construction d'une finance responsable, intégratrice, innovante et porteuse de valeurs fortes.



GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

www.creditagricole.ma